



**DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE  
VILLE DE RIS-ORANGIS**

**ARRETE TEMPORAIRE N° 2024/009  
du jeudi 4 janvier 2024**

**Rapportant l'arrêté n°2023/393 du 12 décembre 2023 et portant  
modification temporaire de la réglementation en matière de  
circulation et de stationnement pour des travaux de remise en état  
du retournement du giratoire bus au 4 avenue de l'Aunette à Ris-  
Orangis, par la Société EIFFAGE ROUTE Groupement  
AMU 2 dans le cadre du TZEN 4**

Le Maire de Ris-Orangis, Conseiller départemental de l'Essonne,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6,

**VU** le Code de la Route notamment les articles L 325-1 à L 325-13 ; R 411-1 à R 411-33 ; R 412-1 à R 412-43 ; R 417-1 à R 417-13,

**VU** le Code de la voirie routière,

**VU** le Code Pénal,

**VU** le Décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière,

**VU** le Décret n° 86-476 du 14 mars 1986 portant modification de l'article R26 du Code Pénal,

**VU** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière et les textes subséquents le modifiant et le complétant,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 – huitième partie sur la signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel en date du 6 mai 1992,

**VU** l'arrêté n° 2017/432 du mercredi 20 septembre 2017, portant réglementation de la circulation des véhicules et instituant une limitation à 30km/h des véhicules à moteur sur le territoire de la commune de Ris-Orangis,

**VU** l'arrêté n°2022/059 du 14 février 2022 portant réglementation des bruits et prévention des atteintes à la tranquillité,

**VU** l'arrêté n°2023/393 du 12 décembre 2023 portant modification temporaire de la réglementation en matière de circulation et de stationnement pour des travaux de remise en état du retournement du giratoire bus au 4 avenue de l'Aunette à Ris-Orangis, par la Société EIFFAGE ROUTE Groupement AMU 2 dans le cadre du TZEN 4,

**VU** l'avis favorable de Grand Paris Sud Seine-Essonne-Sénart,

**VU** le règlement communal de voirie,

**CONSIDÉRANT** la demande présentée par la Société EIFFAGE ROUTE Groupement AMU 2, domiciliée au 5 rue Camille Flammarion – ZAC des Marsandes – 91630 Avrainville, relative à la remise en état des travaux d'aménagement provisoire d'un arrêt de bus TICE et aménagement du carrefour pour giration bus au 4 avenue de l'Aunette à RIS-ORANGIS dans le cadre du TZEN 4,

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de prendre toutes les dispositions pour assurer la pérennité du domaine public, la sécurité des piétons et des automobilistes pendant toute la durée des travaux,

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules,

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de rapporter l'arrêté n°2023/393 du 12 décembre 2023, la date de début des travaux ayant été modifiée en raison d'un imprévu interne à la Société EIFFAGE,

**SUR** proposition des Services Techniques Municipaux,

---

## **A R R Ê T E**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : Autorisation.**

La Société EIFFAGE ROUTE, Groupement AMU 2, domiciliée au 5 rue Camille Flammarion – ZAC des Marsandes – 91630 Avrainville, est autorisée à réaliser la remise en état des travaux d'aménagement provisoire d'un arrêt de bus TICE et aménagement du carrefour pour giration bus au 4 avenue de l'Aunette dans le cadre du TZEN 4.

### **Les travaux entraîneront :**

- Une circulation alternée par feux tricolores.
- Une suppression de voie.
- Un empiètement sur chaussée, largeur de voie maintenue à 3 mètres.
- Une interdiction de stationner et de dépasser pour les véhicules légers et poids lourds.

### **ARTICLE 2 : Stationnement**

Au niveau des travaux, le stationnement des véhicules sera interdit et considéré comme gênant devant la zone de travaux la veille au soir et durant l'ensemble de la durée des travaux. Les services de Police seront chargés de l'enlèvement des véhicules en infraction, conformément aux articles L 325-1 à L 325-12 du Code de la Route.

### **ARTICLE 3 : Signalisation et sécurisation du chantier.**

L'entreprise chargée des travaux devra mettre en place de part et d'autre du chantier une signalisation réglementaire annonçant les travaux en cours.

### **ARTICLE 4 : Propreté des abords du chantier.**

Les abords du chantier devront être nettoyés aussi souvent que nécessaire par l'entreprise chargée des travaux en fin d'intervention, ainsi que sur simple demande des services techniques municipaux.

**ARTICLE 5 : Remise en état du chantier.**

A l'achèvement des travaux d'aménagements provisoires, l'entreprise est tenue d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, graviers et immondices, de réparer immédiatement tous les dommages qui auraient été causés sur le Domaine Public ou ses dépendances, de rétablir dans leur premier état initial les fosses, talus, accotements, chaussées ou trottoirs qui auraient été endommagés et d'enlever la signalisation du chantier.

Pour des travaux sur des espaces verts, l'entreprise devra procéder aux reprises des plantations, pelouses, haies, arbres... sur les abords attenants aux aménagements provisoires.

En cas de fouille, l'entreprise devra procéder aux reprises d'enrobés ou de terre végétale sur la largeur de la fouille et sur la largeur totale sur trottoir ou de la chaussée avec un épaulement de 20 cm.

**ARTICLE 6 : Affichage.**

Le présent arrêté doit être affiché par le demandeur 48 heures minimum avant le début de chaque intervention.

**ARTICLE 7 : Durée.**

Le présent arrêté est applicable à compter de la date de publication jusqu'au samedi 10 février 2024.

Ses dispositions prendront effet dès l'installation de la signalisation réglementaire.

**ARTICLE 8 :** L'arrêté n°2023/393 du 12 décembre 2023 est rapporté.

**ARTICLE 9 : Ampliation.**

Le présent arrêté sera transmis à :

- Monsieur le Directeur Départemental des Polices Urbaines,
- Monsieur le Commissaire de la Police d'Evry,
- Monsieur le Directeur de la Police Municipale,
- Madame la Directrice des Services Techniques et de l'Urbanisme.

Et toute autorité administrative et agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Ris-Orangis, le 4 Janvier 2024.

Le Maire certifie sous sa responsabilité

Le caractère exécutoire de cet acte :

Transmis en Préfecture le :

Publié le : **08 JAN. 2024**

Notifié le :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours

Devant le Tribunal Administratif de Versailles

Dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification.

**Stéphane Raffalli**  
Maire de Ris-Orangis,  
Conseiller départemental de l'Essonne



2024/

